

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 2 (1893)
Heft: 28

Artikel: Postalischer Wirrwarr
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-522283>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

tinguer les employés les uns des autres ou de s'intéresser à eux. Dans sa pensée, le pourboire qu'on attend de lui et qu'il donne par pure habitude n'est point la rémunération de soins dont il a été l'objet, mais bien plutôt un tribut prélevé sur sa personne, une espèce de "laisser-passer", qu'il doit payer pour pouvoir sortir de l'hôtel. C'est précisément le point auquel il faut faire jouer le levier, en d'autres termes où il faut tout d'abord entreprendre de nouveaux essais pratiques en vue d'une solution de la question du pourboire, essais qui ne pourront manquer d'être couronnés de succès.

La dernière partie, en même temps la plus importante de toute la question qui nous occupe, est celle-ci: de quelle manière et dans quelle mesure les personnes jusqu'ici plus ou moins obligées de faire entrer le pourboire en ligne de compte, peuvent-elles et doivent-elles être dédommées?

A ma connaissance aucun des écrivains adversaires du pourboire n'admet que l'abolition de celui-ci puisse ou doive se faire sans compensation de la part du voyageur. Tous reconnaissent au contraire que le pourboire doit être supprimé bien plus à raison soit des ennuis inhérents à l'octroi de ce genre de cadeau, soit de l'injustice résidant dans l'habitude de distribuer les pourboires, qu'à cause de l'élévation de la somme affectée à ce but. La logique exige donc que ces adversaires du système proposent une taxe fixe constituant l'équivalent de la diminution de recettes des employés, c'est-à-dire de l'augmentation de salaire qui devrait être accordée à ces derniers. Les éléments nécessaires pour la détermination de cette taxe et conjointement de l'augmentation du salaire, sont définis dans les procès-verbaux imprimés de la Commission spéciale qui se trouvent entre vos mains et sont des plus instructifs, notamment les conclusions (pages 47 à 51) auxquelles aboutit notre honorable collègue, M. Ed. Dremel de Bruxelles.

Il n'est point dans ma compétence, Messieurs, de formuler aujourd'hui de nouvelles propositions pour la solution de la question du pourboire, ni de vous présenter un exposé comparatif des systèmes retracés dans les procès-verbaux; ainsi que je l'ai déjà dit, ceux-ci sont le produit de travaux sérieux, réfléchis et studieux. Si vous voulez bien en appliquer le contenu à vos conditions personnelles, vous trouverez qu'avec un peu de bonne volonté, il peut encore servir à quelque chose.

Ma tâche consistait, Messieurs, à vous renseigner sur les phases successives et sur l'état actuel de la question du pourboire, pour autant qu'il s'agit de la branche des hôtels proprement dits. C'est à dessein que j'ai évité d'aborder le terrain qui nous touche de près, des restaurants, auberges et cabarets, bien que le régime de ces établissements provoque des plaintes encore plus vives que celles qu'on nous adresse. Leurs conditions d'exploitation sont trop disparates pour qu'on puisse traiter la question en commun et d'une manière générale; nous n'avons d'ailleurs aucun droit de nous immiscer dans leurs affaires d'ordre intérieur.

Tout compte fait et si l'on considère la somme de travail dépensée, c'est bien peu de chose que nous avons à vous offrir pour la solution de la question; ce n'est au vrai que le champ de la théorie, mais une théorie qui peut passer dans le champ de la pratique. Nous savions d'avance qu'il ne serait guère possible d'arriver à un autre résultat; malgré cela, nous nous sommes tenus en nous appuyant sur l'opinion publique et pour l'honneur de notre profession, de soumettre d'office la question du pourboire à une étude approfondie. En gardant le silence plus longtemps, nous nous exposions au reproche d'indifférence pour les dommages et inconvénients touchant les intérêts communs; on aurait pu croire aussi que nous cherchions à éluder toute explication sur la question; il n'en est point ainsi, bien au contraire, nous regardons comme un avantage l'occasion que ces débats publics nous offrent de nous justifier aux yeux de tous au sujet d'une cause dans laquelle, si nous n'eussions fait entendre notre voix, nous aurions été condamnés.

Après la déclaration de ce jour, formulée devant le haut forum du monde entier par une Société de propriétaires d'hôtels, dont les ramifications embrassent la moitié de l'Europe, déclaration à laquelle vous vous associez, j'ose le présumer, j'espère que personne ne viendra plus soutenir que notre corporation dans sa grande majorité favorise le système du pourboire, mais qu'au contraire chacun sera persuadé que nous en reconnaissons l'influence néfaste et que nous en combattons les écarts et inconvénients partout et chaque fois que l'occasion s'en présente.

Et maintenant, chers Collègues, si vous approuvez aujourd'hui cette déclaration et lui octroyez par là le caractère d'un verdict et d'un mot d'ordre pour tous les adhérents de l'Association, si un chiffre même modeste de nos membres s'inspirent de ce verdict pour marcher énergiquement en avant dans la voie des essais pratiques, alors, Messieurs, la Commission instituée pour l'étude de la question du pourboire se trouvera amplement récompensée et bénira le jour auquel elle a été revêtue de son mandat.

M. Lehr fait suivre ce rapport de quelques observations personnelles et attire en particulier l'attention sur le fait que les mémoires des divers membres de la Commission ont présenté d'emblée une unanimité surprenante sur les points principaux de cette question brûlante. L'orateur est aujourd'hui encore d'avis que la question ne peut être liquidée d'office, c'est-à-dire par l'Association internationale des propriétaires d'hôtels, que la solution en dépendra plutôt de l'action lente mais énergique des sociétés locales, en première ligne dans les localités où la concurrence n'est pas trop vive et où par conséquent les hôteliers peuvent se mettre plus facilement d'accord.

Plusieurs membres prennent part à la discussion très vive et intéressante qui suit; certains orateurs mettent en doute que l'attitude prise par les différentes sociétés de sommeliers représente bien exactement l'opinion de la majorité ou des meilleurs éléments de ces sociétés. Une proposition tendant à faire de nouvelles démarches auprès des sommeliers est repoussée comme impraticable et dénuée de toute chance de succès. Après quoi, le Président rectifie et réfute diverses vues erronées émises au cours de la discussion. Ensuite l'Assemblée adopte à l'unanimité la proposition de M. Lehr conçue en ces termes:

"L'Assemblée reconnaît l'action nuisible et délégitime du système consistant à donner des pourboires, parce que l'honneur et la dignité de la profession en souffrent. Elle salue avec joie la procédure suivie par les Comités et Commissions et déclare l'approuver sans restriction aucune."

Postalischer Wirrwarr.

Unsern werten Abonnenten in Deutschland, Oesterreich und Italien sind wir in Bezug auf die in letzter Zeit erfolgten Belästigungen betr. das Abonnement der "Hotel-Revue" einige Aufklärung schuldig.

In der letzten Nummer des Monat Juni und gleichzeitig auch auf brieflichem Wege wurden die betreffenden

Abonnenten von uns eingeladen, ihr Abonnement vom 1. Juli an direkt bei den zuständigen Postbüros zu erneuern, um die Vorteile des zwischen der Schweiz, Deutschland, Oesterreich und Italien eingeführten und seit Neujahr 1893 in Kraft getretenen reduzierten Posttarifs für Zeitungstransport geniessen zu können.

Einige Tage später erhielten wir jedoch von einem unserer Abonnenten in Aachen und Ems die Mitteilung, dass die dortigen Postbüros die Annahme von Abonnements auf die "Revue" verweigern mit der Begründung, dass auf unser Blatt nur am Anfang eines Kalenderjahres durch die Post abonniert werden könne.

Gestützt auf diese verdankenswerten Mitteilungen, benachrichtigten wir sofort alle betreffenden Abonnenten, sie möchten sich bis Ende dieses Jahres die "Revue" noch unter Kreuzband zukommen lassen, resp. das Abonnement bei uns direkt erneuern.

Mittlerweile aber gelangten von Abonnenten in Heidelberg, Köln, Baden Baden, Frankfurt, Strassburg und Freiburg i. B. Briefe an uns, worin uns mitgeteilt wurde, dass bei den Poststellen ihrer Stadt ohne den geringsten Anstand vom 1. Juli 1893 bis 1. Juli 1894 habe abonniert werden können. Dagegen mussten wir aus den uns zugesandten Postquittungen ersehen, dass die Poststellen es mit der Höhe des Abonnementsbetrages nicht sehr genau nahmen und den Einen 4 Mk. 60 Pf., den Andern 5 Mk. 20 Pf. per Jahr und einem Abonnenten in Strassburg sogar für ein Quartal-Abonnement 5 Mk. 20 Pf. verrechneten.

Da wir aus diesem Wirrwarr nicht mehr klug werden konnten, so haben wir sämtliche uns diesbezüglich zugegangenen Schreiben und Postquittungen der Oberpostdirektion in Bern zugesandt mit der Bitte um Abhilfe der bestehenden Missstände und haben wir darauf folgendes Schreiben erhalten.

Bern, den 4. Juli 1893.

An die Expedition der "Hotel-Revue". Basle. In Beantwortung Ihrer geschätzten Zuschrift vom 30. Juni abhin und unter Rückgabe der uns übermittelten Belege beehren wir uns, Ihnen folgendes mitzuteilen:

Gemäss den Bestimmungen des Artikels VII des Ausführungsreglements zu der Übereinkunft betreffend die postale Besorgung von Abonnements auf Zeitungen etc. haben im internationalen Verkehr Abonnemente für 1 Jahr je am 1. Januar zu beginnen und es können durch die Post keine über den Rahmen eines Kalenderjahres hinausgehende Abonnemente angenommen werden. Im Laufe des Jahres ist es jedoch gestattet, Abonnemente auf solche Zeitungen, welche nur jährlich abonniert werden können, entgegenzunehmen, unter der Bedingung, dass der Abonnent den vollen Abonnementspreis für ein Jahr für den noch verbleibenden Rest des Jahres entrichte.

Da nun auf Ihre Zeitung nur Jahresabonnemente entgegengenommen werden können, so erklären sich aus dem Vorstehenden alle uns gemeldeten 5 Fälle. In den Fällen 1 und 2 werden die Postämter Ems und Aachen die Annahme der Abonnemente aus dem Grunde verweigert haben, weil die Besteller nicht den Abonnementspreis für ein Jahr für die Dauer vom 1. Juli bis 31. Dezember bezahlen wollten.

Was die Berechnung der Abonnementspreise der Zeitungen im internationalen Verkehr im Allgemeinen und im Verkehr mit Deutschland im Besonderen anbelangt, teilen wir Ihnen mit, dass sich derselbe folgendermassen zusammensetzt:

- 1) aus dem für die Schweiz festgesetzten Abonnementspreis;
 - 2) aus einer zu Lasten des Abonnenten fallenden Transitgebühr, wenn es sich um Bestimmungsorte handelt, für welche der Transport der Zeitung über Drittland zu erfolgen hat;
 - 3) aus den zu Lasten des Abonnenten fallenden Transport- und andern Gebühren, welchen die Zeitungen im Innern des Bestimmungslandes unterworfen sind.
- Der Abonnementspreis für Deutschland Ihres Blattes setzt sich wie folgt zusammen:
- 1) Abonnementspreis in der Schweiz 5 Fr. = Mk. 4.-
 - 2) Transitgebühr für Deutschland " 60
- und bei Bestellung in's Haus Bestellgebühr " 60

Mark 5.20
Die Oberpostdirektion.

Da das zwischen den vier Staaten vereinbarte Reglement betr. Zeitungsabonnemente noch nie dem Publikum in solch verständlicher Weise wie durch obiges Schreiben, zur Kenntnis gebracht worden, so glauben wir, unsern ausländischen Abonnenten eine wirkliche finanzielle Erleichterung bieten zu können, durch Ueberlassung des Blattes zu 5 Fr. (4 Mark) per Jahr und durch Uebernahme der Spesen auf unsern Konto. Aus obigem Schreiben erhellt jedoch, dass wir uns in der Generosität der Postverwaltungen getäuscht haben und dem neuen Tarif kein grosser Vorteil abzugewinnen ist, denn zu 5 Mk. 20 Pf. hätten wir unsern ebenfalls nach 1 Ct. Porto per Exemplar zu bezahlen für den Transit in der Schweiz, so dass sich der Preis ungefähr gleichstellt, wie bei dem früheren Speditionssystem. Wir werden daher das frühere System, resp. den Versand unter Privatadresse und Kreuzband zu 6 Mark (7 Fr. 50) für das Ausland beibehalten, wodurch wenigstens zwei Vorteile gesichert bleiben: für die Abonnenten denjenigen des regelmässigen und pünktlichen Erhalts des Blattes und für uns das Vergnügen, wenigstens zu wissen, wer unsere ausländischen Abonnenten sind, denn über die Namen der Postabonnenten bewahrt die Post das grösste Geheimnis.

Diejenigen, welche bereits bei der Post abonniert haben, werden wir nach Ablauf der Bestellung dann im Organ wieder speziell darauf aufmerksam machen.

Die Exp. d. Hotel-Revue.



Graubünden. Campfer wird von nun an auch elektrische Strassenbeleuchtung besitzen. Durch eine neue, eiserne Brücke mit Trottoirs, durch neue Garten-Anlagen ist Campfer erheblich verschönert worden.

Parpan. Die Sektion Rhätia des Schweizerischen Alpenklubs, von den Hoteliers in Churwalden, Parpan und Lenzerheide thatkräftig unterstützt, errichtet einen praktischen Weg auf die Spitze des Lenzerhorns, so dass auch weniger geübte Bergsteiger diese Tour wagen dürfen, zumal der Aufstieg in vier Stunden von Parpan aus bequem bewerkstelligt werden kann.

St. Moritz. Der Kurverein von St. Moritz hat in seiner letzten Generalversammlung u. a. folgende Beschlüsse gefasst: Die Strassenbesprechung wird thunlichst bis gegen Celerina und Campfer ausge-

dehnt. — An eine Fahrstrasse über Unter-Alpina bis Alp Suvretta trägt der Kurverein Fr. 300 bei. Das Projekt, das von der Gemeindeverwaltung ausgeht, verdient alles Lob, indem eine derartige Strasse ein neues eigenartiges Aussichtsgebiet für diejenigen Kurgäste erschliesst, welche sonst gezwungen wären, auf Ausflüge von der Ausdehnung zu verzichten. Das Val Suvretta gibt einen ganz einzigartigen Blick auf den sich über Fuorcla-Surley majestätisch im Hintergrund erhebenden Piz Roseg. — Ein neuer praktischer Weg soll nach dem Hahnensee angelegt werden. — Gegenüber der Anregung, für nächstes Jahr eine Brochüre in der Art der europäischen Wanderbilder, versehen mit einfacher Situationskarte ins Leben zu rufen, welche gratis vom Kurverein an die Fremden abzugeben wäre, wurde beschlossen, vorläufig bei einer hübsch ausgestatteten Karte zu diesem Zwecke zu verbleiben, indem dieselbe als solche vom Kurpublikum sehr willkommen geheißen worden ist. Dagegen soll für irgend eine in Zukunft erstehende, tüchtige Arbeit über das Engadin oder St. Moritz im besondern eine angemessene Prämie verabfolgt werden.

Maloja-St. Moritz. Neuerdings taucht, wie das „Engad. Fremdenbl.“ berichtet, das Projekt wieder auf, die Engadiner Seen mit einander zu verbinden, um sie für die Schifffahrt praktikabel zu gestalten. Durch Schleusen sollte der Maloja-Silser-See mit dem Silvaplana verbunden werden und dieser weiter auf gleiche Weise mit dem Campferer-See. Eine Verbindung des Campferer- mit dem St. Moritzer-See würde man der Kosten wegen unterlassen, und auch weil sie nur schwer ausführbar wäre. Am untern Ende des Campferer-Sees, d. h. in den dort zu erstellenden Hafen, hätte dann die projektierte, elektrische Bahn von St. Moritz einzumünden, um die Passagiere etc. zu empfangen und nach Bad und Dorf zu befördern. Unsere schönen, heitern Seen würden durch dieses Projekt in lieblicher Weise belebt werden. Von St. Moritz und Pontresina aus wird Sils und Maloja von den Fremden sehr häufig besucht und umkehrt auch. Wie viel angenehmer müsste es für diese sein, die Fahrten, statt auf der oft recht staubigen Landstrasse, zu Wasser ausführen zu können.

Zürich. Nach der neuen Verordnung des Stadtrates über die Fremdenverzeichnisse der Gasthöfe in Zürich ist jeder Gastwirt der Stadt Zürich verpflichtet, ein genaues Verzeichnis sämtlicher in seinem Gasthofe absteigenden und über Nacht dort logierenden Personen zu führen. Dieses Verzeichnis (Fremdenbuch) soll enthalten: a) den Tag der Ankunft; b) Vor- und Nachnamen; c) Stand oder Beruf; d) Heimat; e) Wohnort; f) Nummer des Zimmers, welches der Fremde benutzt; g) Tag der Abreise. Jedem Fremden soll bei seiner Ankunft ein Formular mit den vorstehenden Rubriken zu genauer Ausfüllung vorgelegt werden. In Uebereinstimmung mit diesem Formulare hat der Eintrag ins Fremdenbuch zu erfolgen. Die Formulare sollen während sechs Monaten vom Wirt aufbewahrt werden.

Gesundheitswesen. — Hotelwäsche. Unter diesem Titel macht das Zürcher Gesundheitsamt folgende Bekanntmachung: „In Ausführung von Art. 2 lit. K. des Gesetzes betr. die öffentl. Gesundheitspflege vom 4. Oktober 1876 werden hienmit die Besitzer von Gasthöfen und Logishäusern angewiesen, dafür zu sorgen, dass das sämtliche von ihren Gästen benutzte Weisszeug durch längeres Auskochen mittelst Seifenlauge gewaschen werde, bevor dasselbe für andere Gäste wiederum zur Verwendung gelangt. Das Kaltwaschen solcher Linge mit oder ohne Seife wird, weil die Uebertragung von ansteckenden Krankheiten ermöglichend, strenge verboten.“

Zürich. Die Verkehrskommission in Zürich hat einen neuen „Führer durch Zürich“ erscheinen lassen. Der neue Führer ist viel feiner ausgestattet als früher. Als angenehme Neuerung führen wir noch an: Das Verzeichnis der Gedenktafeln; den bedeutend erweiterten Anhang mit praktischen Verkehrsanzeigen; die beiden Cliches des Zürichhorn und Belvoir, wohl die ersten und einzigen Illustrationen, die bis jetzt von diesen prächtigen Parkanlagen existieren; der Stadtplan ist nach Süden bis zum Zürichhorn und nach Norden bis zur Seidenweibschule verlängert worden; das Kärtchen der Umgebung Zürich's wurde bis zum Forsthaus im Sihlwald weitergeführt. Der Vergleich mit der früheren Ausgabe beweist das Bestreben, stets etwas Vollkommeneres zu bieten. Die französische und englische Ausgabe wird nächstens erscheinen.

Telephonverbindung Luzern-Rigi. Die Telephonverbindung zwischen Luzern und Vitznau, Weggis, Gersau und den Rigi-Hotels ist vom 1. Juli ab eröffnet.

Bern. Der neuernannte Gesandte der Vereinigten Staaten Nordamerikas bei der schweiz. Eidgenossenschaft, James O. Broadhead, überreichte am 5. Juli dem Vizepräsidenten des Bundesrates Frey und Bundesrat Deucher sein Beglaubigungsschreiben.

Schynige Platte-Bahn. Seit Eröffnung der Bahn erfreut sich die Schynige Platte eines so regen Besuches, wie derselbe nur erwartet werden darf. Wenn der Verkehr in der Hauptsaison im gleichen Verhältnisse zunimmt, wie er in der Vorsaison begonnen hat, so darf dieser Bahn eine gesicherte Zukunft in Aussicht gestellt werden.